

peuples et des pays subsistent dans des conditions économiques et autres tout à fait déplorables.

Je me suis rendu compte l'autre jour, en consultant quelques statistiques, que pour traduire concrètement l'ampleur du problème de pauvreté de notre planète, il suffit de dire que 900 millions de familles - ou plutôt de personnes - doivent survivre pendant un an avec la moitié de ce qu'une famille canadienne comptant deux adolescents reçoit en allocations familiales. Si l'on y pense en ces termes, on peut comprendre pourquoi nous faisons face, au tiers monde, à un défi qui met en cause notre magnanimité, mais aussi, littéralement, notre survie. Jusqu'à ce que nous ayons trouvé un moyen adéquat de partager plus équitablement les ressources de la planète avec les pays sous-développés, non seulement en leur accordant des dons comme par le passé, mais en leur fournissant une aide susceptible de leur donner confiance en l'avenir, nous serons aux prises avec cette suspicion croissante qui a entraîné la pratique du vote en bloc aux Nations Unies et amené, du moins dans une certaine mesure, l'adoption de résolutions aussi exécrables que celle qui assimile le sionisme au racisme. Il faut voir dans ces facteurs un reflet au moins partiel des sentiments qui agitent le tiers monde. De même, la progression du Dialogue Nord-Sud se reflète à la CCEI à Paris, où mon collègue et prédécesseur M. Allan MacEachen est co-président. Il faut absolument que l'on enregistre des progrès à ce niveau et que les pays industrialisés démontrent clairement leur volonté d'agir, que ce soit par le biais d'accords quelconques sur les produits de base, d'une remise ou d'un allégement de la dette pour certaines des nations les plus défavorisées, ou autrement. Faute de quoi, le groupe de l'OPEP se servira sans doute de l'arme des produits de base contre les pays industrialisés.